

# Les papèteries, c'est pas fini !

Revue de presse du 9 septembre 2009

PAPETERIES DE MALAUCÈNE Hier

## La Région est prête à financer le repreneur



Michel Vauzelle a rencontré les salariés des papeteries. Le D.L.A. SUREL

### AVIGNON/MALAUCCÈNE

Une délégation de représentants du comité d'entreprise des Papeteries de Malaucène était reçue hier matin par le Préfet de Vaucluse, François Burdeyron. L'occasion de faire le point sur leur situation. « Nous ferons ce que nous pourrons pour essayer de faire en sorte qu'il y ait un repreneur papetier et à défaut que cela reste un site industriel », indique-t-il. Pour lui, « le sort du site doit être décidé d'ici la fin du mois. » Des propos qui rassurent les employés qui s'étaient déplacés hier sur Avignon pour tenter de voir plus clair dans leur avenir. « Les projets sont là avec des repreneurs potentiels, explique Jean-Marc Moulin, porte-parole du comité d'entreprise, reste plus qu'à savoir si Schweitzer-Mauduit veut vendre... Ils essaient pour l'instant de jouer la montre, de faire traîner en longueur, mais cela ne peut plus durer. » Le 15 septembre, une réunion avec des représentants de l'Etat, la Région, le Département, ainsi que des experts mandatés par Schweitzer-Mauduit devrait permettre de trouver une solution. A moins que la situation ne se débloque avant.

En milieu de journée hier, c'est le président de la région Paca qui est venu à la rencontre des papetiers, comme il le fait « pour toutes les entreprises en

difficulté depuis que la loi nous a donné un rôle en matière de développement économique ».

Rappelant sa conception de l'aménagement du territoire, qui vise à « répartir l'activité sur l'ensemble du territoire, y compris rural, et pas uniquement autour des métropoles », Michel Vauzelle a repris l'initiative en annonçant des aides financières pour la création ou le maintien des emplois et la pérennisation des papeteries de Malaucène.

Le président de la Région a promis de contacter, dès aujourd'hui, son homologue du conseil général de Vaucluse, pour l'associer à sa démarche. Il souhaite, en effet, rencontrer, au plus vite, les éventuels repreneurs des papeteries pour évaluer le sérieux de leur projet.

Une rencontre qu'il veut faire « hors la présence » des patrons américains des papeteries, dont il dénonce, sans ambage, le comportement irresponsable et qu'il veut aussi signaler au président de la République.

La tâche ne sera pourtant pas facile, car les réglementations européennes interdisent à la Région d'intervenir financièrement dans une zone comme celle de Malaucène. Michel Vauzelle évoque alors une possible dérogation.

So.M. et J.-F.G.

9/09/2009 Vaucluse 1er min

**Social.** Les salariés des papeteries de Malaucène ne lâchent pas le morceau après plus de quatre mois de lutte. Ils attendent de l'Etat qu'il intervienne

## La lutte des salariés est d'intérêt général

La rentrée sociale se profile tendue, malgré les propos rassurants d'un gouvernement qui soigne sa communication.

Ici, depuis le 17 avril, les 211 salariés des papeteries de Malaucène luttent pour empêcher que le groupe qui détient leur entreprise, Schweitzer-Mauduit, ne liquide purement et simplement le site.

« Au départ », explique Gilles Lemasson, de l'Union Départementale CGT, « nous avons soutenu la négociation des élus du personnel pour obtenir des primes de départ et un vrai plan de reclassement pour tous. Mais nous avons appris aussi que des industriels étaient intéressés par une reprise du site et de l'activité. »

Une dizaine de représentants d'entreprises du secteur ont même visité le site, « il en reste 5 sur les rangs avec des projets que nous aimerions bien connaître » disent les élus du personnel. Un changement d'enjeu pour les salariés, comme pour le syndicat CGT son union locale de Vaisons et son Union départementale, qui les ont accompagnés depuis le début dans leur négociations. Et ont permis de maintenir une pression sur le groupe.

« On nous a beaucoup répété qu'il s'agissait d'une entreprise privée, et qu'on ne pouvait rien faire », dit encore Gilles Lemasson. « Mais un site industriel comme celui là, c'est à 80% du bien social. »

L'exemple des papetiers pourrait faire tâche dans une période où les prétextes ne manquent pas pour liquider l'industrie. Et jusqu'ici, leurs tentatives de faire intervenir l'Etat pour une reprise ont été vaines. La rencontre hier avec le préfet, puis le président du conseil régional augure peut être d'une nouvelle ère ?

c.c



La délégation de salariés des papeteries a attendu que ses représentants partis rencontrer le préfet reviennent, une manière de maintenir la pression.

### Un repreneur plutôt que le désert

■ Première partie d'une journée hier, consacrée à la rencontre avec les pouvoirs publics : le représentant de l'Etat.

Les salariés et le syndicat CGT entendaient interpeller ce dernier, afin qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour permettre qu'une reprise de l'entreprise soit possible. Car le temps presse : certains salariés ont peu de temps pour s'engager sur un plan de formation, ou reprendre leur activité. « Les choses ont trainé du fait de Mauduit. On ne sait pas aujourd'hui si le groupe est vendeur. Si au départ, il proposait de céder l'entreprise pour un euro symbolique, aujourd'hui, les prix flambent, et pourraient décourager des candidats », nous dit Gilles Fournel de l'UD CGT. A la sortie de leur rencontre avec le

préfet, les élus parlent d'une « discussion franche ». « Il nous a dit avoir la même volonté que nous, qu'un repreneur puisse faire une proposition et permettre de maintenir des emplois sur le site. Il nous a parlé de 4 projets qui restent en lice. Nous avons insisté sur l'urgence, il s'en engagé à répondre avant la fin du mois. »

L'après midi, les salariés rencontrèrent Michel Vauzelle, le président du conseil Régional avec les élus de la Vaucluse. M. Vauzelle parle d'une « affaire grave », qu'il compare à celle des papeteries Etienne à Arles. Félicitant les travailleurs, il s'inquiète de ce que aujourd'hui « une entreprise par semaine ferme dans notre région. C'est toujours le même schéma, une situation économique saine, une fermeture pour raisons financières... »

M. Vauzelle qui refuse la fatalité de la logique des grands groupes parle pour les papeteries, « d'un élément important de l'aménagement du territoire mis en cause, avec la fermeture d'une usine en milieu rural. »

Suite à la rencontre avec les salariés, le président de la région propose de préparer avec Claude Haut, président du département, une rencontre avec les repreneurs « dans les jours qui viennent », et envisage une aide financière des deux collectivités. Il approuve aussi l'idée de la présence des salariés et de leurs représentants à une table ronde.

Il prend aussi au mot le président de la république « qui a déclaré à propos de Molex, qu'il était inadmissible qu'il n'y ait pas de reprise. »

CHRISTOPHE COFFINIER

## Producteurs, sauvons nous nous même

La combativité des salariés des papeteries, et la pugnacité des représentants syndicaux qui les accompagnent auront mis en lumière une chose : il n'est pas de fatalité à la désindustrialisation.

On nous l'a pourtant chanté sur tous les tons : l'avenir est au tout tourisme... une idée sur laquelle le président de PACA lui même lmet un bémol » nous n'avons pas vocation à être tous des vendeurs de lavande » Peut être que l'exemple va faire école, mais le plus triste dans cette histoire, c'est que d'autres ont

entretemps bel et bien vu de industries partir, et avec elles, emplois et emplois induits. Alors « bronze cul » de l'Europe ou terre possible d'activités économiques ? Si les soutiens qui se manifestent aujourd'hui vont au bout de leur logique, c'est une nouvelle résistance qui s'engage. Elle se fait face à des conglomérats financiers, pour lesquels, usines et emplois ne sont plus que des variables, et se soucient fort peu de l'avenir d'une région, d'un département, d'une commune, ou le hasard des fusions

acquisition leur a fait mettre le pied. Mais si les pouvoirs publics, collectivités et Etat s'y mettent, alors peut être que force restera au droit : à l'intérêt général, qui pour le coup est bien celui des salariés en lutte. On ne saurait leur opposer le droit d'un propriétaire, les entreprises sont des biens sociaux et appartiennent à ceux qui créent les richesses, au moins autant qu'à ceux qui prêtent leur argent contre profits. C'est de cela que l'on aime se rappeler à cette occasion.

La Plaine de la Mer 9/09/2009



PHOTO C. C.

### PAPETERIES Les salariés veulent que l'Etat intervienne

Alors que des repreneurs se sont manifestés pour le maintien d'une activité industrielle à Malaucène, les salariés ont reçu hier le soutien du préfet, puis du président de Région. **PAGE 4**